

Saisies et perquisitions illégales

contre

N° 351 — Du 18 mars au 31 mars 1955

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS

BI-MENSUEL - 20 FRANCS

AVANTAGE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION: 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10^e) — Tél.: CEN. 68-76

Directeur politique: Robert Berné

ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

INFORMER LE PEUPLE DE FRANCE est-il un délit?

Les capitalistes ont à leur disposition toute une série de moyens pour assurer leur domination. La presse n'est pas l'un des moindres. Par les chaînes de presse, les chaînes des circuits de distribution, par la main-mise totale sur les agences, le grand capital s'assure une domination incontestée sur les informations et, par là-même, il a toute possibilité pour s'efforcer de forger une opinion publique à son image et de tenter d'orienter l'ensemble des journaux comme il lui convient.

Prenons l'Algérie par exemple. Depuis des mois la guerre fait rage dans ce pays. Des engagements entre les forces militaires adverses ont lieu quotidiennement. Qu'en sait le peuple de France ? Rien.

Prenons le cas de Messali Hadj, leader national algérien. Condamné sous Vichy, déporté en Afrique Noire, ramené en Algérie, puis déporté de nouveau, au mépris de toute loi, de toute condamnation, de tout jugement, la police dispose de Messali comme bon lui semble. Qu'en sait le peuple de France ? Rien.

Il a fallu attendre des mois après la cessation des hostilités en Indochine pour apprendre que tel communiste qui relatait à tel cousin de main, réussi, bien sûr !, sur la route coloniale n° 6, par exemple, n'avait été qu'un bluff pur et simple.

Il reste toutefois qu'en certaines occasions, des documents parviennent, des informations percent le mur du silence et la politique systématique de black-out des agences.

Quel est alors le rôle de la presse ? DE PUBLIER, évidemment, sinon comment pouvoir prétendre au simple rôle d'information ? Mais alors gouvernement et capitalistes ne disent pas leur dernier mot. Le contrôle de leurs propres journaux ne leur suffit pas, le contrôle des agences de presse ne leur suffit pas, le contrôle des chaînes de distribution ne leur suffit pas, ils ont recours à l'ultime moyen : la police et la saisie.

Pour ceux des journaux que le grand capital ne peut contrôler c'est la répression. « LA VERITE », n° 350 n'a pas échappé à cette règle implacable. Quel est son crime ? Avoir publié une lettre de Robert Berné, chef partisan dans les Aurès, « adressée le 21 janvier 1955 au Président du Conseil, au procureur général de l'Algérie, au procureur général d'Algérie, au ministre de l'Intérieur et adressée, pour information, à un certain nombre de journaux français ». (1)

DANIEL RENARD. (Suite page 3.)

(1) « La Voix du Peuple », n° 6, du 15 février 1955, sous le mandat du Mouvement National Algérien.

Lire en page 2 :

Le programme du Mouvement National Algérien

LIBÉREZ MESSALI !

Le dimanche 6 mars, s'est tenue à Paris la première Assemblée des comités pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression. A la séance du matin, présidée par le camarade Marceau Pivert, Yves Dechezalles dressa un tableau de la répression en Algérie, de ses formes et de ses crimes.

La description des horreurs de la répression, avec son cortège de tortures ignobles, donna amplement que le devoir du peuple de France était d'agir, d'agir sans relâche afin de la faire cesser.

Après avoir, Marceau Pivert avait rappelé l'action exemplaire du militant révolutionnaire qu'est Messali Hadj, ayant consacré toute sa vie, son intelligence et son énergie à son peuple.

Dans la séance de l'après-midi, présidée par le camarade Jean Cassou, principes et réalisations furent largement discutés.

Sur les principes, il fut établi dans la résolution finale que le comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression appelle les militants ouvriers et démocrates de toutes tendances à agir :

- pour que s'ouvrent les prisons algériennes ;
- pour que cessent les tortures et les razzias ;
- pour que soient respectées les libertés démocratiques les plus élémentaires : liberté de presse, d'opinion et de réunion ;
- pour que Messali Hadj soit libre de circuler où bon lui semble, comme tout citoyen ;
- pour que soit rapporté le décret de dissolution du MTLD et que cette organisation puisse s'organiser librement et sans entraves.
De plus la résolution adoptée unanimement déclare :

Le nouveau gouvernement s'est mis à l'œuvre. Il faut reconnaître que sa tâche est difficile. Il doit ne rien changer, tout en apparaissant comme un « gouvernement d'action ». Continuer à faire supporter aux travailleurs et aux

couches les plus défavorisées des classes moyennes la déchéance économique du régime capitaliste, leur faire payer le prix d'une politique qui s'efforce de maintenir la bourgeoisie française au rang d'une grande puissance capitaliste, capable

de jouer son rôle dans la coalition atlantique ; maintenir sous la botte de l'impérialisme français les peuples colonisés et particulièrement ceux d'Afrique du Nord, telles sont ses tâches.

Mais pour qu'il puisse y parvenir il faudrait que rien ne bouge, rien tout changement laisse la bourgeoisie française désespérée. Sèche et vermoulu, elle n'a pas de pire ennemi que « le mouvement ».

Elle précipite par conséquent ce qu'elle est devenue sèche, la bourgeoisie française est assaillie de tous côtés. Toutes les couches qui subissent les conséquences de sa décomposition se dressent et revendiquent. La classe ouvrière ne peut plus supporter que son pouvoir d'achat soit réduit de 50 % par rapport à 38. Les peuples d'Afrique du Nord, galvanisés par les victoires du peuple vietnamien, instruits un peu plus sur la valeur des promesses de l'impérialisme français par la comédie jouée aux Tunisiens par Mendès-France et reprise par ses successeurs, dressent leur tête.

Quant aux « alliés » de la coalition atlantique, n'ayant plus aucune confiance dans l'attitude de la bourgeoisie française à jouer son rôle de troisième grand occidental, de plus en plus ils sont prêts à faire des concessions, sur son dos, à la bourgeoisie

allemande. En donnant à Adenauer l'assurance que les gouvernements américain et anglais ne soutiendraient plus les revendications françaises sur la Sarre au moment de la signature d'un traité de paix avec l'Allemagne, Dulles et Eden ont fait peser sur leur partenaire français une menace à court échéance. S'il est vrai que ce traité de paix est très hypothétique, il n'en reste pas moins que les garanties fournies par Dulles et Eden assurent l'appui anglo-américain à la bourgeoisie allemande pour le jour où elle voudra remettre en question l'accord sur la Sarre. Ce qui se produira inévitablement dès que l'application des accords de Londres et de Paris sera suffisamment avancée pour qu'il soit impossible de revenir en arrière.

LA FOUDE AUX YEUX

C'est à tous ces problèmes que le gouvernement Edgar Faure aurait à répondre. Comment le fait-il ?

Aux travailleurs, il envisage d'accorder généralement une augmentation de 4 %, mais il modifiera en même temps l'indice de départ de l'échelle mobile, de telle sorte qu'il y aura un véritable décalage entre ces (vraisemblables) hausses prises par ce gouvernement et les modestes sera annulée. Aux petits commerçants et artisans, il a promis une réforme fiscale. Les prévisions mesurées envisagées, modifiera le nom des divers impôts, mais le poids de ces impôts restera, en pratique, le même. (Suite page 3.)

Stéphane JUST.

Lettre au juge Pérez

Monsieur le Juge d'Instruction,

DEPUIS plusieurs mois, des camarades de notre organisation ont été convoqués à diverses reprises par les services de police.

Mardi 8 mars 1955, à 19 heures, 4 inspecteurs dont un commissaire et un commissaire adjoint de la Brigade Criminelle, faisaient irruption dans les locaux de notre Parti — 46, rue de l'Arbre-Sec — perquisitionnant et saisissant 1.200 exemplaires du n° 350 de « LA VERITE ».

Cette perquisition a été exécutée à 19 heures au mépris des dispositions de l'article 76 de la Constitution du 22 Février 1946 en vertu duquel le domicile de tout citoyen est inviolable au VIII.

L'article 1037 du Code de procédure civile précise que la nuit dure légalement de 6 heures du soir à 6 heures du matin du 1er octobre au 31 mars. Nous protestons énergiquement contre cette illégalité.

Nous ne voulons pas nous dérober aux responsabilités politiques qui sont les nôtres. Mais vous comprendrez Monsieur le Juge d'Instruction que nous ne pouvons pas répondre aux convocations incessantes de la police et que nous n'y répondons plus.

Au surplus notre Parti et notre journal développent publiquement nos positions. Nos responsabilités ont été prises, nous n'avons jamais cherché à les minimiser ni les atténuer. Mais nous considérons que la saisie de notre journal constitue une atteinte à la liberté de l'information sans le respect de laquelle il ne saurait y avoir de presse libre.

Veillez agréer, Monsieur le Juge d'Instruction, etc...

Robert BERNE
Pierre BOUSSEL - LAMBERT
Gérard BLOCH
Daniel RENARD.

Le comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression salue tous les militants des comités qui poursuivent une action parallèle à la sienne... tels le comité présidé par le professeur Louis Massignon le comité de lutte contre la répression colonialiste et les CDSE...

Le comité Messali déclare qu'il appuiera sans réserve toute action engagée sur un plan général.

Quant aux réalisations, elles dépassent en ampleur, malgré la faiblesse des moyens matériels, tout ce qui jusqu'à présent a été réalisé dans le domaine de l'action pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression.

Les participants à l'Assemblée du 6 mars furent unanimes à manifester leur volonté de voir leur action s'étendre à toutes les tendances du mouvement ouvrier et démocratique. Bien que rassemblant tout un éventail de militants, adhérents à Forces Ouvrières, à la CGT, à la FEN autonome, adhérents de partis ouvriers de toutes tendances et intellectuels, les participants estiment qu'il fallait aller plus loin. Malgré toutes les difficultés, les exigences de la situation impliquent que sur cette question de la répression en Algérie, l'unité d'action doit et peut se réaliser.

Après avoir fait le bilan des actions engagées chez Renaud, dans le milieu enseignant, à Lyon, à Saint-Etienne, à Nantes, dans la Sécurité Sociale dans les syndicats ouvriers de toutes tendances, etc. il fut convenu que le comité pour la libération de Messali Hadj proposerait à d'autres formations la tenue d'un meeting à Paris. A Clermont-Ferrand et dans le Nord deux meetings sont en préparation.

A la fin des débats un large bureau fut désigné dont la présidence sera assurée par Jean Cassou. Réciproquement de la présidence d'un ouvrier algérien pouvait clore cette assemblée de travail.

« Nous, travailleurs algériens, nous vous faisons confiance ! »

« A PROPOS DE L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE. Informé des conditions dans lesquelles a été élu le président de la commission de l'Éducation nationale, le groupe communiste s'élève contre l'élection du réactionnaire anti-antique, le MRP Viatte. Il regrette que les représentants du groupe à cette commission n'aient pas pris les initiatives suffisantes pour lui faire échouer.

« Sans oublier que le radical Billon a voté le réarmement allemand et la prise en considération du rapport anti-antique Saint-Cyr. Il estime que les commissaires communistes qui ont combattu le candidat du MRP Viatte auraient dû mettre tout en œuvre pour battre et écarter de la présidence de la commission de l'Éducation nationale cet adversaire acharné de la laïcité. »

Chacun sait que le travail dans les milieux enseignants est directement contrôlé par E. Fajon du secrétariat, ce qui est lui qui fixe la ligne des députés communistes à la commission de l'Éducation nationale. De tels faits démontrent amplement que jusques et y compris dans les sommets du PCF, la ligne Ducloux-Servin entraîne au désarroi et à la démolition.

FRONT OUVRIER ET PAYSAN

LES manifestations paysannes qui ne cessent de surgir depuis le début de l'hiver dans plusieurs régions de France — en particulier dans le Nord et en Normandie (Lille, Douai, Evreux, Lisieux) — démontrent que les « mesures » gouvernementales prises après les précédentes manifestations de 1954 et de l'automne 53, bien loin d'atténuer le mécontentement des paysans, n'ont fait que l'aggraver en aggravant la situation des couches les plus pauvres et des ouvriers agricoles.

La vague de fond qui soulève les masses paysannes depuis l'été 53 correspond bien d'ailleurs à la profondeur de la crise économique en France, et c'est dans l'économie agricole que cette crise se manifeste de la manière la plus aiguë.

Quelles sont les manifestations de

cette crise ? L'accumulation des stocks, l'absence de débouchés, la réinvention sur le marché intérieur ; résultats de la vie chère imposée au prolétariat industriel.

Qui supporte essentiellement le poids de la présente crise ? Les salariés agricoles, les paysans travailleurs, les petits fermiers et métayers dont l'exploitation agricole se limite à quelques dizaines d'hectares.

G. VAN BEVER. (Suite page 4.)

GREVE GÉNÉRALE DES ENSEIGNANTS

Le 23 mars, à l'appel de la Fédération de l'Éducation Nationale (autonome), les enseignants de toute catégorie feront grève 24 heures pour protester contre le projet de loi Saint-Cyr, qui vise à démanteler l'école laïque au profit de l'école confessionnelle en confiant l'enseignement post-scolaire agricole au ministère de l'Agriculture, perméable à l'influence des cléricaux. Ils manifesteront en même temps leur refus de l'augmentation des crédits de l'école à un taux ridiculement bas, le refus d'augmenter les traitements, de créer les nouveaux postes et de construire les nouvelles écoles indispensables pour faire face à l'accroissement rapide de la population scolaire. Tout cela fait partie du programme d'enseignement au rabais d'une bourgeoisie qui n'a plus besoin de savants, et encore moins d'instruction dans le peuple.

La victoire contre la majorité réactionnaire n'est possible que dans l'union de tous les fonctionnaires dans la lutte pour leurs revendications communes.

C'est pourquoi le Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne a pris contact avec les syndicats de fonctionnaires des diverses centrales pour faire de la grève du 23 une grève générale de l'Enseignement Public. De son côté la CGT appelle tous ses syndicats et unions départementales à soutenir l'action des enseignants.

G. B.

« ON THE WATERFRONT »

Les quais de New-York, terre de rédemption ?

Le talent de Marlon Brando n'est pas à démontrer. Chacun des films où il tenait la vedette a amplement prouvé ses capacités : Un Tramway nommé Désir, Jules César, L'Équipée saharienne...

Le dernier film de Brando : On the Waterfront (Sur les quais) vient continuer cette brillante série. Un nouveau bon point pour Brando. Mais peut-être en dire autant d'Elia Kazan, réalisateur du film, qui avait déjà affirmé ses qualités de metteur en scène, dans Viva Zapata, en particulier ?

Pour répondre à cette question, il faut voir au service de quoi et de qui Kazan met son talent. Le sujet de On the Waterfront est très simple : Les dockers new-yorkais et plus généralement tous les dockers des ports américains ont poussé dans des syndicats qui sont entièrement aux mains de gangsters. Ceux-ci font la loi et n'hésitent pas à recourir à l'assassinat pour parvenir à leurs fins et assurer leur domination sur le monde des docks. Kazan a voulu retracer un épisode de la vie de ces dockers et, dans ce film, il a fait un récit, un meurtre, deux meurtres, trois meurtres sont commis contre les dockers, qui ont refusé de se plier à la loi du silence imposée par le gang.

Terry Malloy (Marlon Brando) est le complice plus ou moins conscient du premier meurtre. Il sait que les raisons qui poussent à le commettre. Sa conscience n'en serait pas tourmentée pour autant si ne survenait, à ce moment, deux personnages qui vont incarner la lutte du Bien contre le Mal. Le premier est un prêtre dont le courage n'a d'égal que la foi ; le second est la sœur méprisante des premiers victimes, toute douceur et humanité, fleur gracile semée par le hasard sur la tourbe des quais.

Dès ce moment, l'histoire va se dérouler selon une logique implacable. Le prêtre franchira tous les obstacles, subira tous les affronts, la frêle jeune fille conquerra l'amour de la jeune brute qui se repentira, un peu tard, mais pas trop, pour le bien fondé de l'histoire. Et naturellement, le gang sera renversé, les dockers libérés, la jeune brute humanisée.

Il n'y aurait rien de plus de particulier à dire sur ce film, si la morale n'était pas plus originale que celle déversée quotidiennement par des kilomètres de pellicule, si le propos de Kazan n'avait pas été d'expliquer que Kazan veut démontrer tout autre chose. Se servant, fort à propos d'ailleurs d'un schéma vieux comme le monde (le héros va à l'encontre de toutes attentes metteur en scène à sa caméra non seulement au service de la morale officielle, cela s'entend, mais au service de la politique de l'A.F.L., ce qui est bien autre chose.

Nous ne nous étendrons pas sur le visage que Kazan prête à la Brigade Criminelle des quartiers sombres en présence de files ducs, polis, discrets, aimables, posant à peine quelques questions, et avec une timidité. Quand chacun part de ces discussions est coupable la police américaine, quand chacun sait qu'à New-York, plus particulièrement, il n'est pas d'homme ou de femme scandale dans lequel ait trempé la police, les policiers de On the Waterfront ne nous semblent pas très bien cadrer avec le décor.

Le curé nous étonne moins. Sportif, fumeur, à l'occasion boxeur, ce tableau du prêtre-ouvrier made in U.S.A. nous a déjà été peint cent fois, et le pathétique des sermons de celui-ci sur le corps de Dogan (2 assassinat) ne change rien à l'affaire. Les clés du royaume, avec Gregory Peck avait déjà épuisé le sujet. Et sur le curé qui se mêle aux durs, Les Anges aux figures sales nous avaient tout dit, il y a bien longtemps.

Passons également sur ce tribunal sympathiquement familial où les méchants subissent le regard réprobateur de l'ensemble de l'assemblée.

Nous ne croyons pas que le propos de Kazan était de nous entraîner de clichés aussi écoulés dont tous les cinéastes du monde entier ont fait leur tarte à la crème. Ce que Kazan a voulu démontrer est ceci : la clause d'union-shop, qui fait que les syndicats, aux Etats-Unis, disposent du contrôle de l'embauche, ne peut servir que les intérêts des patrons. Et c'est précisément au moment où l'A.F.L. tente d'installer ses syndicats contre le syndicat existant dans les docks que Kazan sort son film.

Curieux hasard ! Le même sans doute qui fit que John Ford sortit

Quelle était venue ma vallée précisément au moment où se déroulait une des plus grandes grèves des mineurs américains. Moralité de Kazan : Il faut abandonner la clause d'union-shop pour revenir à la liberté de l'embauche. Autrement dit, ne laissez plus aux responsables syndicaux le droit de choisir qui doit travailler, mais confiez ce droit aux patrons eux-mêmes.

La clause d'union-shop fut une grande victoire des syndicats américains dans le courant des années 30-36. Elle fut une grande victoire, car elle rendait impossible les manœuvres patronales pour briser les grèves par l'embauche des jaunes. Que cette clause d'union-shop se soit retournée contre les ouvriers n'est pas le fait de la clause elle-même qui est progressive, mais bien des mœurs syndicales pourries introduites par les bureaucrates de l'A.F.L. et du C.I.O. Pourquoi, dans On the Waterfront, les dockers sont absents. Ou plutôt il y a bien des hommes avec leur crochet d'arrimage qui viennent chercher du travail, mais ceux-là sont les sous-dockers. Le vrai docker c'est le curé, car c'est lui qui est la conscience du docker. C'est lui qui orga-

nise la résistance contre les dirigeants syndicaux-gangsters. C'est lui qui organise des réunions dans son église. Voyez la dernière partie du film, où en moins de dix minutes la masse des dockers grève trois fois de position. Et alors que la jeune brute Malloy (Brando) n'hésite pas avec ses poings nus à affronter le chef du gang, et encore le fait-il parce que son propre frère a été tué par le gang (3 assassinés) — la masse des dockers, ils sont plusieurs dizaines, se lève, arrête le jeune homme et nous arrivons à la dernière séquence. Brando a succombé sous les coups. Le curé arrive. Il passe naturellement devant les deux héros, comme s'il de rien n'était. Il va à Brando, couvert de sang, percé de coups : « Lazare, lève-toi ! », et Malloy se lève. « Marche », et il marche. « Tu as travaillé pour y entraîner les autres ». Et le symbole du Chemin de Croix, bien que cela puisse être une régression cinématographique, masque effectivement le fait que c'est vers l'armateur que Brando se dirige, volontairement, voulant ainsi montrer que désormais, pour se faire exploiter, les dockers n'auront plus recours aux chefs syndicaux-gangsters, mais qu'ils seront libres de le décider eux-mêmes.

POUR LE MENSIEUR LA GUERRE D'ALGERIE le gouvernement prépare l'état de siège

Un des organes de l'impérialisme français, le Figaro, donne l'information suivante, que nous publions intégralement :

PROCHAINES MESURES D'ORDRE EN ALGERIE

A la fin de la semaine dernière, des informations qui nous étaient parvenues d'Algérie laissent entendre que l'état de siège pourrait être proclamé dans les départements d'Afrique du Nord.

Le ministère de l'Intérieur, interrogé par nous, avait alors démenti catégoriquement que de telles mesures ne pouvaient être prises qu'avec accord du Parlement.

Aujourd'hui, il apparaît que les premières informations étaient fondées, puisque d'importantes mesures d'ordre concernant l'Algérie sont à l'étude. Elles doivent être examinées sous le plan militaire par le Comité supérieur de la défense nationale.

En effet, de nouveaux renforts de gendarmes, notamment, doivent être achetés les trois départements nord-africains.

On croit savoir, d'autre part, que le Parlement pourrait être saisi d'un projet permettant de proclamer l'état d'exception dans certains régions servant de refuge aux hors-loi, celles des Aurès notamment.

Si, bien que les projets gouvernementaux ne soient pas encore précisés, il apparaît que les mesures visant à renforcer les pouvoirs de l'autorité militaire permettent de légaliser les expéditions punitives.

Ainsi le gouvernement E. Faure est contraint par la préparation de ces mesures de reculer devant l'existence d'un puissant mouvement insurrectionnel, contre lequel les troupes du contingent sont utilisées.

Certes et d'épouses françaises pleurent-elles déjà leurs fils et maris tombés dans cette guerre ?

Si les projets en préparation démontrent qu'il faudra envoyer de plus en plus d'hommes en Algérie. Il faut le répéter et le répéter encore. La lutte pour le retrait immédiat du contingent engagé dans les opérations militaires, exige une campagne unie de toutes les organisations démocratiques de ce pays. Les dirigeants, et particulièrement ceux du P.C.F., continueront-ils à soulager leur conscience par des articles ? Vont-ils se décider à appeler les travailleurs à combattre pour que cesse la guerre d'Algérie, par les moyens de la mobilisation de classe dans l'usine et dans les localités ?

S'ils n'avançaient pas dans cette voie, la solidarité qu'ils affichent à l'égard du peuple algérien resterait phrase creuse et mensongère.

Le peuple de France comprend que dans l'événement qui se développe en Afrique du Nord, l'impérialisme français est l'ennemi principal et recourra de plus en plus à des moyens militaires. Au Maroc, pour ne pas vouloir régler la question d'Israël au profit du Sinaï, le roi Mohammed Ben Youssef, en refusant aux ouvriers marocains le droit démocratique d'organiser ses propres syndicats, a provoqué l'existence de la Confédération Internationale des Syndicats Libres, l'impérialisme français se trouve contraint d'utiliser les pires méthodes de répression. Le général de Bourdieu a dénoncé justement avec force dans un récent article.

Mais les procédés de gangsters ne suffisent pas. Il faudra au Maroc également concentrer des troupes en nombre grandissant. Celles-ci ne pourront d'ailleurs pas venir à bout de la volonté farouche du peuple marocain d'arracher son indépendance.

à pied d'œuvre. Et pourtant le calme a été rétabli à la suite de l'intervention du Néo-Destour. Ce calme et les négociations françaises entendent exploiter en vue d'exiger des chefs destinés à une capitulation qualitative, par le signature d'accords tendant l'autonomie interne de tout son contenu. Les critiques formulées par l'U.G.T. contre le gouvernement Ben Amran témoignent du profond mépris agitant le peuple tunisien. Car il n'est nul besoin d'être prophète pour affirmer : Ou le Néo-Destour capitulera en signant les accords préparés à Paris, ou il conservera son rôle de guide du peuple tunisien qui par ses actions héroïques a démontré sa volonté de vivre libre et indépendant. Dans ce cas, le Néo-Destour refusera de signer.

Les troupes françaises du général Boyer de la Tour sont présentes en Tunisie, comme elles affluent au Maroc et en Algérie. Les problèmes sont liés, à l'échelle de tout le Maghreb, les solutions doivent être communes. C'est une vérité évidente.

Le peuple de France, en aidant les peuples d'Afrique du Nord, s'aidera lui-même en interdisant à l'impérialisme, par son action, l'envoi des jeunes du contingent.

P. LAMBERT.

SOUS LE DRAPEAU DE LA COMMUNE

Un colonel à badine fait fusiller un membre de la Commune : « C'EST UN MAÇON, dit-il, ET IL VOULAIT GOUVERNER LA FRANCE ! » (Episode de la Commune.)

« ON NE TRAITE PAS AVEC DES BRIGANDS », déclarait le comte de Dampierre à l'Assemblée Nationale. Et l'armée républicaine, sous le commandement de Mac-Mahon, fit la chasse à ce que les bourgeois appelaient la « vermine démocratique et socialiste », tuant, violant, pillant, perçant les ventres à coups de baïonnettes, écrasant les et sales cervelles de communistes. L'Assemblée Nationale fit voter des prières publiques, Mac-Mahon put s'écrier : « L'armée a vaincu et la sécurité vous rendra le calme ! »

Nous connaissons ce langage. Nous entendons aujourd'hui les mêmes politiciens, les mêmes militaires : « La négociation, c'est la guerre ! » ; « Nous rétablirons l'ordre et la sécurité ». Ce sont les mêmes qui dénoncent la « poignée d'agitateurs », « l'infime minorité d'ennemis de la France », les mêmes, en la bouche de Thierry parant l'opération Alos : « Que les bons citoyens se séparent des mauvais, qu'ils aient à la force publique au lieu de lui résister ». Le bilan des bonnes paroles du bourgeois des ouvriers parisiens, nous le connaissons : 30.000 morts dont il faut débarrasser Paris en les arrosant de pétrole, 300.000 arrestations, dont 50.000 détenues, des milliers d'hommes, de femmes, torturés, fouettés, piégés au sabre, ayonouillés de force devant les églises, mourant de faim, de soit ou de sévices en déportation, sur les pontons de Batory ou au bagne de Cayenne.

C'est ainsi qu'en 1871, la bourgeoisie française et ses valets assuraient la sauvegarde de la « civilisation ». C'est ainsi qu'aujourd'hui ils l'assurent quand les travailleurs des pays coloniaux se lèvent, les armes à la main.

Surant, cette grande victoire suivie de « To Deum » et de louanges au Ciel, cette victoire sur la vermine révolutionnaire, la bourgeoisie ne la célèbre pas aujourd'hui. N'y le Figaro ni le Au rous ne consacrent de colonnes à célébrer la victoire. L'ordre bourgeois sur les « pétroleuses », les « rouges » et les « partageux », sur cette « dictature usurpée par des étrangers et des repris de justice » (Dufaure, ministre de la Justice en 1871). En 1955, personne n'ignore plus, par leurs soins, que ce sont les maquisards de l'Aurès qui se battent sous le cri de « un et d'après » et le refrain de « bien connu », Krim Belkacem. Mais ils ne font pas le même honneur aux dirigeants des partis ouvriers...

Aujourd'hui, seuls les révolutionnaires conséquents célèbrent la Commune et ses combats, seul le Parti Communiste Internationaliste peut rappeler aux militants ouvriers français ce que Marx et Engels disaient de la Commune. Que dira l'Humanité, drapée dans l'étendard tricolore des Versaillais, que diront les chanteurs de « Marcelline », des ouvriers, des militants, des hommes de sa classe administrative, gouvernant, dirigeant, pour un salaire d'ouvrier, des militants, non des bureaucrates.

C'est l'avenir victorieux que préfigurait, dit Marx, « un Paris qui travaillait, qui pensait, qui saignait, presque oublié — tout à couvrir une société nouvelle des canailles à sa portée — une terrible leçon mais qui nous vaudra la victoire que la terrible défaite du Paris ouvrier : c'est par l'organisation d'un pouvoir ouvrier que Paris a tenu contre Versailles, mais c'est par excès de confiance, pour vouloir plus compris que le régime qui nous a vaincus, tout, jérôme, sans merci, et qu'il faut lutter contre lui jérôme et sans merci, c'est pour avoir hésité, reculé devant une politique de prise du pouvoir dans tout le pays, que la Commune a versé le sang des milliers de ses combattants.

A l'heure décisive, les Communistes, face à l'organisation de la bourgeoisie, n'ont pu opposer le parti révolutionnaire, de classe, le parti communiste, le parti révolutionnaire qui aurait, en centralisant, assuré leur action, assuré les conditions de la victoire. Aujourd'hui, comme en 1871, le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire : mais les agents de la bourgeoisie, les dirigeants du P.S. et du P.C.F. l'entraînent avec des phrases et des slogans sur les « forces démocratiques », le « Parlement », le « camp de la paix », le « camp de la victoire ». Les militants déchirèrent ce voile pour regarder en face l'ennemi de classe et ils construisirent leur organisation d'action, leur parti révolutionnaire avec des chefs contrôlés par les masses. Alors la revanche de la Commune ne sera pas déçue, ni oubliée, car elle sera d'actualité, elle sera jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle » (Karl Marx).

Pierre BRABANT.

COMMUNIQUE

Le Comité Central issu du IX^e Congrès du Parti Communiste Internationaliste qui s'est tenu les 4, 5 et 6 juin 1954 a confirmé la destination antérieure d'un comité de rédaction composé de

- Robert BERNE (directeur politique) Gérard BLOCH Pierre LAMBERT Daniel RENARD

Ce comité de rédaction assume la responsabilité politique exclusive de « LA VERITE ».

Le programme du mouvement

L'Académie du Parti du Peuple Algérien, le 11 mars 1937, était une preuve de vitalité et de lutte de la Résistance Algérienne qui malgré une croisade d'adversaires et d'adversité, a conduit avec maîtrise et succès les premiers pas de l'indépendance nationale.

La période qui a précédé et suivi la création du P.P.A. était surchargée d'événements qui s'étendaient sur tous les domaines de la vie politique nationale et internationale.

Le Front Populaire qui s'ensuivit dans les marécages de la « pause » et de la trahison des peuples algériens, avait, par l'intermédiaire de l'Action Nord-Africain, le Néo-Destour » et l'Action Algérienne, le mouvement de trahison fut suivi par une répression féroce à travers l'Afrique du Nord.

Hier comme aujourd'hui et très certainement demain le souci dominant chez tous les dirigeants de ce mouvement, qui s'affirment, est la domination coloniale, l'exploitation et l'oppression avec toutes ses horreurs.

Le carnage de la deuxième guerre mondiale, le régime colonial féroce que nous subissons en Afrique du Nord, les événements du 8 mai 1945 et ceux qui se passent en Afrique du Nord, prouvent entièrement que le colonialisme reste le même.

Cela, le peuple algérien ne doit jamais l'oublier un instant, car la situation actuelle dans le monde ressemble à quelques variantes près, à celle de 1937, au moment où le Mouvement National Algérien jeta ses racines dans le sol de nos ancêtres.

L'arrivée des « alliés » en Afrique du Nord le 8 novembre 1942 le grand tam-tam qui a été fait autour de la Charte de l'Atlantique, la grande diffusion des brochures américaines en langue arabe, richement illustrées, la première réunion de l'O.N.U. à San-Francisco, et l'Action Algérienne, le mouvement de trahison fut suivi par une répression féroce à travers l'Afrique du Nord. Hier comme aujourd'hui et très certainement demain le souci dominant chez tous les dirigeants de ce mouvement, qui s'affirment, est la domination coloniale, l'exploitation et l'oppression avec toutes ses horreurs.

Que restera-t-il de ce baratin colonialiste chez les peuples opprimés ? De l'amertume et de la colère. De la colère qui explose. Il reste aussi une expérience que les partisans de la liberté sauront mettre à profit où qu'ils se trouvent.

Les événements d'Indochine, de Madagascar, de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie ont démontré d'une façon évidente que les peuples coloniaux font bloc pour conserver leurs privilèges chaque fois que les problèmes des peuples opprimés sont portés devant les Nations Unies. Il n'y a pas très longtemps nous avons vu les délégués américains anglais et belges voler au secours de leurs collègues français pour s'opposer à l'admission de la Tunisie et du Maroc au Conseil de Sécurité. Non seulement les partisans tunisien et marocain du Conseil de Sécurité, non seulement les partisans des frères et finissent toujours par se solidariser sur le dos des peuples dépendants, mais il est question aujourd'hui de reconsidérer les principes mêmes de la Charte des Nations Unies.

« La Voix du Peuple », organe clandestin Algérien commémore la fondation, le 11 mars Algérien.

Sous le titre : « Le 18^e anniversaire du Par un anniversaire d'organisation et de lutte », publié un long article dont nous donnons ci-dessous le programme adopté, dans son 28 mai 1933, par « l'Etoile Nord-Africaine », par le gouvernement Blum et qui donna naissance

de Londres et de Paris, qui agitent actuellement l'opinion française et étrangère ont des répercussions de peuples opprimés dans le monde. Les organismes ont été créés par ces projets seraient certains en exécution le fameux plan de l'Europe.

L'entente cordiale des impérialismes européens et les rigneurs du colonialisme à l'égard de ces derniers auront affaire non seulement aussi à d'autres Etats qui ont perdu leurs colonies guerres mondiales. Par ce système d'unité euro la Hollande et peut-être d'autres Etats participent à continuer africain et disposeront des millions chair à canon.

On voit donc qu'hier comme aujourd'hui, nous sommes en face d'un schéma qui est le même, fin à tous les palabres et que nous nous organisons.

Tout d'abord le peuple algérien ne doit pas se laisser entraîner par les appels à la sacrifice et sa volon mourir. Il est absolument indispensable pour lui de pour forger avec amour l'outil de sa libération.

Ce n'est qu'une fois pénétré de cette conception pas seul sur la terre et qu'il y a des millions d'hommes qui luttent pour la liberté. Le problème de la libération de l'Afrique du Nord est un problème de libération de l'Afrique du Nord et non un problème de libération de l'Afrique du Nord. Il y a en France même des forces combattant pour la libération de l'Afrique du Nord et nous savons, par la présence en France d'un nord-africain, faire notre devoir organiser notre mouvement de libération de l'Afrique du Nord et de notre politique à la hauteur de facteurs pour nous pour nous libérer de l'oppression de la France. Il y a, dans ce domaine, un travail d'ordre et de clarification d'une haute portée politique. Pour faire face à cette série de problèmes, de domaines de l'activité politique, il faut que nous mettons fin à la politique de facilités et de réformes qui est non seulement une aberration mais une déviation des principes révolutionnaires du Mouvement Nat

FRONT OUVRIER

Les travailleurs fixeront leur rendez-vous

LES meetings parlementaires n'ont pas été sans décevoir sur les organisations officielles du mouvement ouvrier. Et la preuve nous en est donnée par la préparation du rendez-vous d'avril.

Ce rendez-vous est un peu compris comme une réception de bon goût où chacun se présentera les chaussures astiquées, le costume grossi et les cheveux peignés. Dans des conversations où le bon ton du disputera à la courtoisie, le gouvernement fera part de son intention... de ne rien faire.

Les syndicats auront fourni leurs armes. Des statistiques seront dressées. Elles annonceront déjà à l'Échiquier s'évertuera à démontrer que le pouvoir d'achat ouvrier est plus bas que jamais. Les bénéficiaires des grosses sociétés seront étiqués pour démontrer qu'il est possible d'augmenter les salaires.

En vain.

La salive des représentants syndicaux se heurtera aux coffres-forts des banques.

Car à ce rendez-vous d'avril, tout le monde sera présent, sauf la principale intéressée : la classe ouvrière.

Des tentatives ont bien été faites, ça et là, pour donner quelque nerf à la lutte revendicative. Des mouvements ont eu lieu depuis le faux rendez-vous d'octobre. Mais ces batailles n'ont rien obtenu, excepté de démontrer que la courtoisie ouvrier reste à l'abri et qu'il ne manque, pour qu'elle se manifeste pleinement, que de coordination, d'objectifs sérieux, d'une perspective de lutte pour un mouvement généralisé.

Mais de cela il est moins question que jamais. Les organisations syndicales se battent les flancs en cherchant une échappatoire aux véritables problèmes posés par l'exploitation du capital et la baisse du pouvoir d'achat. FO a voulu trouver, pendant un temps, un dérivatif en parlant de l'arbitrage obligatoire, la C.F.T. parle de « la protection des intérêts des travailleurs dans l'ordre du prix en valeur et d'aménagement du territoire » (Point I de la motion du Conseil Confédéral C.F.T.C. des 19 et 20 février 55); quant à la C.G.T., elle parle de l'abattement des zones de salaires.

Et c'est ainsi que le mouvement prépare le rendez-vous d'avril. À force d'en parler, ils vont finir par y croire.

Or le « rendez-vous », ce n'est pas au président du Conseil à le fixer, c'est à la classe ouvrière. Elle seule peut l'imposer, par son action.

Une seule revendication : AUGMENTATION EGALE POUR TOUS !

Un seul mot d'ordre : MOUVEMENT GÉNÉRAL de toute la classe ouvrière, de toutes les corporations !

Une seule méthode : LE FRONT UNIQUE des organisations ouvrières, syndicales et politiques !

Un seul ennemi : LE PATRONAT ET SON GOUVERNEMENT !

Et le rendez-vous se fera dans la rue, dans les usines, dans les bureaux, où les ouvriers imposeront leurs revendications.

« LA VÉRITÉ »

PALABRES D'INACTION OU UNITÉ D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

La démocratie, condition du Front Unique

LES luttes ouvrières s'engagent un peu dans toutes les corporations. À chaque fois les ouvriers réussissent, au moins partiellement, à imposer leur volonté : les fédérations se sont unies.

La caractéristique principale de ces accords reste leur caractère étroitement limité de sommet. Les syndicats se plient à la volonté ouvrière et à la nécessité du moment en s'unissant ensuite, ils font un premier pas, puis s'arrêtent, effrayés des forces mises en mouvement.

Chez les douaniers, nous voyons la grève du zèle durer plus de sept semaines, à leur volonté d'aller plus loin on répond : « On met en place de nouvelles mesures ». La grève est terminée, et ces mesures dorment en attendant qu'elles soient dans les dossiers des divers syndicats.

Puisque leurs dirigeants ne donnent pas plus d'écho à la volonté d'en bas, il est donc nécessaire que les travailleurs soient leurs propres porte-paroles.

D'autant qu'ils peuvent se demander et demander : que sont devenus ces organismes qui devaient nous conférer une part de direction dans les luttes : les comités d'unité d'action ?

Si la C.G.T. qui les mettait en avant à une période, se tait sur ce mot d'ordre, qu'on ne peut pas trouver dans ses documents) ce ne peut être un hasard ou une simple tactique.

Si les syndicats FO et C.F.T.C. l'ont toujours refusé, c'est sans doute parce qu'ils ne veulent pas s'exposer à la C.G.T. ou par crainte d'être submergés : ils n'avaient qu'à demander des garanties.

Non, mais août 53 était venu éclairer le rôle que ces comités pourraient jouer, y compris en rapport avec l'unité de sommet.

Bien sûr, à chaque grève, les tra-

vailleurs élisent des camarades, qui conjointement avec les syndicats, dirigent leur lutte. Ceci, c'est la nécessité élémentaire d'élargir la direction, dans un souci d'efficacité et de liaison avec les travailleurs qui luttent.

Mais en août 53 (et dans toute lutte d'envergure) ce ne fut pas seulement cela.

Partout où de tels comités existaient, côté de ceux des syndicats, ils eurent tendance (et pas toujours mauvaise tendance) à vouloir diriger leur propre lutte, les syndicats, ils demandèrent simplement de mettre leur appareil, leurs liaisons, leurs militants, au service de la volonté de tous.

En l'absence de toute directive venue des directions syndicales, ils élaboraient et mettaient en avant, eux-mêmes, leurs plans de lutte.

En août 1955, ce fut aussi la tentative faite pour fédérer, pour regrouper les comités, pour suppléer des directions qui étaient trop à la traîne. Et par là même, les comités accablèrent une nouvelle signification.

Isolés, ils n'étaient que les forces d'appoint des directions traditionnelles, exerçant un contrôle très restreint. Unifiés, ils devenaient une présentation directe, particulière, de tous les grévistes. Et quand ils se heurtaient, de la part des hommes et des appareils, à la routine, au train-train, aux habitudes des syndicats, ils reculaient devant les solutions nécessaires ou pouvaient voir apparaître l'emboulement d'une direction autonome de la classe.

C'est un des éléments, une des preuves de la maturité de la classe. Elle n'attend pas, passive et inerte comme le pensent certains, les directives d'un Etat qui n'est pas capable de prendre elle-même ses décisions en main ; mettre en œuvre les moyens les plus propres à lui frayer un chemin dans ce sens.

Nous voyons aussi la seconde raison de la résistance des syndicats, même quand ils les reconnaissent, à la coordination de ces comités : ils résistent, tergiversent, reculent devant une audacieuse politique de classe.

À partir de ce moment, les travailleurs en lutte, dans une corporation ou sur le plan national, font de leur volonté une loi, décident par exemple d'envoyer les télégrammes qu'ils veulent, font partir seulement les trains autorisés par eux, installent

des piquets de sécurité de leur choix, etc. Ils commentent aussi, bien souvent, au moment où ils ont fait, à faire régner leur ordre dans la rue.

Souvent, des camarades de la C.G.T., ou d'ailleurs, nous ont expliqué, en toute bonne foi, que les *grèves multiples* n'étaient rien d'autre qu'une nouvelle recette pour une unité de sommet qui s'effondrerait lamentablement au premier choc.

Nous voyons que ce n'est pas cela. Dans toute action de la classe il lui faut faire entrer en ligne de compte toutes ses forces. Or ces forces sont incorporées pour une bonne part dans des organisations qu'elle a créées à travers des années de patience, de souffrance et d'effort, auxquelles elle est encore attachée.

Ce qui est aussi nécessaire, c'est qu'à côté de l'unité de tous les syndicats, les tirant, les poussant, les contraignant à s'unir, s'organiser la volonté directe des travailleurs.

Unité à la base et unité au sommet ne représentent pas deux tâches contradictoires, mais deux actions à mener parallèlement. La pression de la base contraint les sommets à l'unité. Cette unité permet d'organiser l'unité à la base, de lier entre les organisations ouvrières devant leur responsabilité et donne toute sa force à ceux qui y traduisent leur volonté.

Que des conférences d'unité se préparent de cette façon, sur la localité, la région, l'industrie, ou nationale, confrontant les dirigeants syndicaux, et les dirigeants militants de la base qui se dressent, coordonnant l'unité des syndicats, la représentation des travailleurs des usines, chantiers, bureaux.

Il serait étonnant qu'aucun accord d'action n'en soit sorti. A coup sûr, le patronat deviendrait de suite moins arrogant...

Car lui, il tire ses leçons des luttes ouvrières !

Roger SONTET

Le n° 18 de

L'UNITÉ SYNDICALE

vient de paraître
Prix du numéro, 20 francs.
Abonnements : 1 an 250 fr., 6 mois 125 fr. C.C.P. Chéray, Paris 7545-P.

FRONT OUVRIER ET PAYSAN

(Suite de la première page.)

Pour avoir une faible image de la misère féroce dont est victime le prolétariat agricole, il faut savoir que son salaire légal s'élevait entre 70 et 100 francs par heure. Les milliers de chômeurs agricoles ne touchent aucune indemnité. D'autre part, depuis plusieurs siècles, les scandaleuses conditions d'habitat des ouvriers agricoles ne se sont pas modifiées d'un pouce : ceux-ci continuent de disposer de misérables cahots de béton, dans l'écrouie ou dans l'étable.

Quant aux fermiers pauvres ils sont inexorablement anéantis et absorbés par la grosse propriété foncière, aidée par le gouvernement, qui s'apprette à réduire de près d'un million le nombre des exploitations agricoles, naturellement les moins rentables.

Les mesures prises par les précédents gouvernements et qui seront poursuivies par le gouvernement Edgar Faure, ne peuvent qu'aggraver cette situation. Le faux et faux plan de reconversion, sous le prétexte démagogique de s'attaquer aux gros betteraviers, ressort la vieille propagande malthusianiste qui présente la victime est encore la petite exploitation agricole.

La grosse propriété foncière betteravière, qui exploite le sol et de l'unité d'exploitation de la betterave, qui possède un matériel approprié, les moyens de culture les plus rationnels, et qui est d'autre part agglomérée géographiquement dans les grandes sucreries, ne sera naturellement frappée que très faiblement par ces mesures. Ceux qui en supporteront tout le poids, ce sont les régions de petite et moyenne culture.

Les gros colons d'Algérie seront épargnés, en ce qui concerne les décrets relatifs à la distillation du vin et l'arrachage des vignes, ce sont encore les petits vigneron du midi de la France qu'on s'apprette à ruiner complètement, après les avoir ruinés à demi en leur achetant le vin à 25 francs le litre, alors que la plus infâme « piquette » est revendue au moins 50 francs aux masses laborieuses des villes.

La baisse du prix du lait aura des conséquences plus graves pour le petit exploitant agricole qui ne possède que deux ou trois vaches, que pour les gros producteurs laitiers, et ainsi de suite.

De ce fait on pourrait s'étonner que pendant les dernières manifestations les gros propriétaires terriens réussissent à entrainer le petit paysan pauvre. En bien des endroits, ils prirent la tête du mouvement. C'était, bien entendu, pour leur propre profit, et ils s'efforcèrent de donner un caractère réactionnaire à ces luttes, en profitant pour tenir d'y insérer « quelques démagogues ». Formules à la sauce « indépendants-Paysans » et d'orienter la colère des masses paysannes dans une toute autre direction que celle prise en août 53.

Dans un tract publié à Lille par les gros agrariens on accuse notamment le gouvernement de négliger la situation des masses paysannes, mais... au profit de la classe ouvrière, puisque ce tract accuse d'autre part le gouvernement d'accorder trop de crédit à l'alignement du fonds de dotation et à la construction de locaux d'habitation dans les villes !!! Cela sent « le retour à la terre » et le « pétainisme » à plein nez.

Foujard sort lui-même un tract

sur lequel le salarié est tenu responsable des difficultés du petit artisan.

Pour comprendre ce qui est nécessaire, il faut que les masses paysannes s'intègrent étroitement à celle de la classe ouvrière, il suffit de se rappeler qu'en août 53, grâce à une grève de millions de travailleurs en grève, la sélection des couches sociales dans les masses paysannes s'est opérée largement. À cette époque les gros propriétaires fonciers ont été soustraits à la responsabilité du combat, auquel ils avaient tout à perdre. La conjonction lutte paysanne et lutte ouvrière était une menace trop grande pour un régime dont les gros propriétaires fonciers sont les fervents soutiens, en même temps qu'ils lui donnent son caractère le plus rétrograde (Pinay, Lamie, etc.). Les organisations ouvrières, et notamment le Parti Communiste Français, sont conscients de cette nécessité, mais ils se refusent encore à en assumer la responsabilité.

Dans les « Cahiers du Communiste » de mars 55, Waldeck Rochet, qui par ailleurs, comprend très bien la situation, n'a pas hésité à laisser la direction du mouvement aux organisations agricoles contrôlées par les gros propriétaires, en arrive encore à se poser cette question :

« En définitive, selon qu'il s'agit de participer à la lutte pour la paix et l'indépendance nationale ou à la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme, les différentes couches de la paysannerie ne sont pas appelées à avoir la même attitude. »

Si l'on s'agit de la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme, seules les couches les plus exploitées de la paysannerie, les ouvriers agricoles, les semi-prolétaires et les petits paysans peuvent devenir des alliés résolus de la classe ouvrière.

Waldeck Rochet a très bien compris que l'union de la paysannerie et des ouvriers agricoles, les semi-prolétaires et les petits paysans peuvent devenir des alliés résolus de la classe ouvrière.

On peut obtenir la neutralité bienveillante des paysans moyens, et aux agriculteurs capitalistes et aux propriétaires fonciers, ils sont tout naturellement les ennemis acharnés du mouvement ouvrier révolutionnaire. Nous devons tout faire pour soustraire à leur influence les larges masses de paysans-travailleurs.

« À la lutte pour l'indépendance nationale et pour la paix, notamment aux campagnes organisées par le Mouvement de la Paix, peuvent participer des paysans de toute condition, y compris des paysans aisés et riches s'ils veulent lutter pour éviter une nouvelle guerre et pour sauvegarder l'indépendance du pays. »

Mais qu'il s'agisse de la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme ou de la lutte pour la paix et l'indépendance nationale, la participation des masses paysannes est absolument indispensable. »

Waldeck Rochet, qui a très bien compris que l'union de la paysannerie et des ouvriers agricoles, les semi-prolétaires et les petits paysans peuvent devenir des alliés résolus de la classe ouvrière, n'a pas hésité à laisser la direction du mouvement aux organisations agricoles contrôlées par les gros propriétaires, en arrive encore à se poser cette question :

« En définitive, selon qu'il s'agit de participer à la lutte pour la paix et l'indépendance nationale ou à la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme, les différentes couches de la paysannerie ne sont pas appelées à avoir la même attitude. »

Si l'on s'agit de la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme, seules les couches les plus exploitées de la paysannerie, les ouvriers agricoles, les semi-prolétaires et les petits paysans peuvent devenir des alliés résolus de la classe ouvrière.

On peut obtenir la neutralité bienveillante des paysans moyens, et aux agriculteurs capitalistes et aux propriétaires fonciers, ils sont tout naturellement les ennemis acharnés du mouvement ouvrier révolutionnaire. Nous devons tout faire pour soustraire à leur influence les larges masses de paysans-travailleurs.

« À la lutte pour l'indépendance nationale et pour la paix, notamment aux campagnes organisées par le Mouvement de la Paix, peuvent participer des paysans de toute condition, y compris des paysans aisés et riches s'ils veulent lutter pour éviter une nouvelle guerre et pour sauvegarder l'indépendance du pays. »

Mais qu'il s'agisse de la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme ou de la lutte pour la paix et l'indépendance nationale, la participation des masses paysannes est absolument indispensable. »

Waldeck Rochet, qui a très bien compris que l'union de la paysannerie et des ouvriers agricoles, les semi-prolétaires et les petits paysans peuvent devenir des alliés résolus de la classe ouvrière, n'a pas hésité à laisser la direction du mouvement aux organisations agricoles contrôlées par les gros propriétaires, en arrive encore à se poser cette question :

« En définitive, selon qu'il s'agit de participer à la lutte pour la paix et l'indépendance nationale ou à la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme, les différentes couches de la paysannerie ne sont pas appelées à avoir la même attitude. »

Si l'on s'agit de la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme, seules les couches les plus exploitées de la paysannerie, les ouvriers agricoles, les semi-prolétaires et les petits paysans peuvent devenir des alliés résolus de la classe ouvrière.

On peut obtenir la neutralité bienveillante des paysans moyens, et aux agriculteurs capitalistes et aux propriétaires fonciers, ils sont tout naturellement les ennemis acharnés du mouvement ouvrier révolutionnaire. Nous devons tout faire pour soustraire à leur influence les larges masses de paysans-travailleurs.

« À la lutte pour l'indépendance nationale et pour la paix, notamment aux campagnes organisées par le Mouvement de la Paix, peuvent participer des paysans de toute condition, y compris des paysans aisés et riches s'ils veulent lutter pour éviter une nouvelle guerre et pour sauvegarder l'indépendance du pays. »

Mais qu'il s'agisse de la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme ou de la lutte pour la paix et l'indépendance nationale, la participation des masses paysannes est absolument indispensable. »

Et si nous sommes les seuls parmi les partis ouvriers à le dire aujourd'hui, après août 53 et après coup, Maurice Thorez, qui n'a pas hésité à dire que « Les paysans de France, depuis les lontaines Jacqueries, et la grande Révolution, n'avaient pas connu une bataille d'une telle ampleur et dans de telles formes ».

Forger l'outil de la grève générale

CONSTATATION simple et évidente. Le gouvernement et le patronat sont unis et présentent un front sans fissures. Du côté des masses ouvrières ne sont surmontées que dans l'action. Car, répétons-le, à la base, dans les entreprises il n'y a pas de problème à résoudre pour la réalisation de l'unité d'action. Rien n'oppose le travailleur FO à son frère de classe CGT ou inorganisé.

Bethouart condamne toute unité d'action. Le refus des fédérations et syndicats FO admettent le front unique avec la C.G.T.

Frachon adresse des appels périodiques à l'unité d'action. Mais ce que chacun constate c'est qu'il n'y a pas de front unique entre les syndicats d'organisations, FO et C.G.T. s'unissent pour freiner l'action.

Le PCF dénonce le Parti Socialiste, celui-ci renvoie la parole. Dur et dur pour l'unité avec Aumeran-Herriot anticléricals. Guy Mollet-Pineau veut collaborer avec le comité Teltgen. Les travailleurs qui sont attachés à la C.F.T. aux accords de Londres et de Paris n'ont rien à voir avec de telles combinaisons parlementaires qui sont à la base des résistances au front unique.

Mais les travailleurs constatent que dirigeants socialistes et PCF sont en parfait accord pour préconiser des luttes partielles et limitées, ils constatent que l'opposition conjointe des chefs socialistes et staliniens au Front unique pour la préparation d'un mouvement d'ensemble et général trouve sa racine dans la politique « bourgeoise » de ces mêmes chefs.

L'expérience des luttes démontre que la classe ouvrière est assez forte pour obliger ses dirigeants au Front unique jusqu'à des échelons très élevés — au

Le mac-carthysme contre l'Ecole Normale Supérieure

LA protestation de M. Hypollite, directeur de l'E.N.S., contre l'insurrection du ministre de la police, Bourgeois-Monnet, dans le fonctionnement de l'Ecole Normale Supérieure mérite l'approbation de tous les démocrates. Bien qu'il apparaisse que M. Hypollite ne partage pas le point de vue des organisations d'unités, il n'est pas douteux que sa conduite dans la lutte de l'Ecole, il a tenu à manifester la fidélité des universitaires français aux principes de liberté et d'indépendance, à l'égard des pouvoirs publics.

Liberté et indépendance sont les valeurs qui ne sauront y avoir de culture. Le mac-carthysme, malgré les efforts de la bourgeoisie, a été traité de manière à leur leur participation à la liberté, ne marquera pas de points dans l'université.

niveau des fédérations. Incapables de s'opposer ouvertement dans l'action à la volonté d'unité des masses, les dirigeants syndicaux ont tenté, en vue de freiner le mouvement, mais les dirigeants ne trouvent cette possibilité que dans la mesure où les luttes restent limitées, morcelées.

Les travailleurs comprennent que sans grève générale le gouvernement gèrera l'initiative. Aujourd'hui le mot d'ordre des Assises Nationales pour l'Unité d'Action syndicale représente le facteur d'organisation susceptible de résoudre les problèmes du Front unique et de la grève générale. Imposer aux centrales, organiser démocratiquement en partant de la base, le respect des aspirations et tendances par les comités paritaires, les Assises Nationales préparées par des conférences professionnelles à tous les échelons de la production, du Front unique de classe, par-dessus les barrières

de la production, des échanges, des tendances par les comités paritaires, les Assises Nationales préparées par des conférences professionnelles à tous les échelons de la production, du Front unique de classe, par-dessus les barrières

de la production, des échanges, des tendances par les comités paritaires, les Assises Nationales préparées par des conférences professionnelles à tous les échelons de la production, du Front unique de classe, par-dessus les barrières

de la production, des échanges, des tendances par les comités paritaires, les Assises Nationales préparées par des conférences professionnelles à tous les échelons de la production, du Front unique de classe, par-dessus les barrières

de la production, des échanges, des tendances par les comités paritaires, les Assises Nationales préparées par des conférences professionnelles à tous les échelons de la production, du Front unique de classe, par-dessus les barrières

de la production, des échanges, des tendances par les comités paritaires, les Assises Nationales préparées par des conférences professionnelles à tous les échelons de la production, du Front unique de classe, par-dessus les barrières

de la production, des échanges, des tendances par les comités paritaires, les Assises Nationales préparées par des conférences professionnelles à tous les échelons de la production, du Front unique de classe, par-dessus les barrières

des politiques de collaboration de classe développées par les directions. Le devoir des militants ouvriers, à quelque tendance qu'ils appartiennent, c'est d'unir leurs efforts pour préparer les conditions de réalisation des Assises Nationales. Leur devoir est de comprendre qu'en s'organisant solidement, ces militants ouvriers forment autant de pôles, qui en cristallisant l'action générale de la classe ouvrière, dès que les conditions de déclenchement de celle-ci seront réalisées, orienteront les luttes vers une issue révolutionnaire, vers la victoire contre le gouvernement et le patronat.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : Fontanel.
Société Parillienne d'Impressions
8, Rue Saulnier - PARIS (12e)

LE MOUVEMENT POUJADE - DORGERES

DON-QUICHOTTE-POUJADE et Sancho-Dorgeres se démentent beaucoup en ce début d'année.

Sans jamais apporter la moindre proposition constructive, les deux auteurs, chacun dans sa spécialité, s'évertuent par leur violente phraséologie de style fasciste à créer un climat d'agitation revendicative de caractère négatif.

Les applaudissements, les trépignements, les hurlements frénétiques des 100.000 commerçants, de la Porte de Versailles, encouragent « le chef » (Poujade) aussi bien pendant ses vociférations contre l'impôt abusif que lorsque, dans son langage verbeux, il émettait les responsables de la « misère » des commerçants : les fonctionnaires « qui ont une retraite, eux », et les « intellectuels qui coupent la cheville en quatre ».

De même, les manifestations des paysans de Normandie sous la conduite de Dorgeres, au sud du Nord et du Pas-de-Calais, dirigés par le parti national des betteraviers M. Ledercer, ne revêtent pas un caractère de lutte de classes, mais plutôt l'aspect d'une agitation fautive, elles revêtent ce caractère parce que ces manifestations ne sont pas dirigées contre les responsables des maux qui assaillent le petit artisan et le petit paysan, à savoir l'Etat capitaliste dont Poujade et Dorgeres ne sont que les serviteurs.

Pourtant on aurait tort de ne pas accorder d'importance à ces manifestations et tout éternel ne pas rechercher pourquoi il est possible aux Poujades-Dorgeres de faire de l'agitation gratuite.

Il existe deux catégories de commerçants : ceux dont le caractère est honnête et ceux qui connaissent de réelles difficultés. Les uns et les autres sont brimés par les tracasseries fiscales et se retrouvent ensemble derrière Poujade qui

peut facilement abuser la seconde catégorie au profit de la première.

Le même phénomène se retrouve dans la paysannerie où le « dorgerisme » entraîne les paysans réactionnaires de Normandie sur une question comme celle des bouilleurs de cru, et où Ledercer déchaîne les riches betteraviers du Nord contre le gouvernement qui a osé toucher à leurs privilèges, tout en entraînant des petits paysans.

Il est donc important pour la compréhension des problèmes qui agitent les classes moyennes de faire une distinction entre les manifestations ayant un mobile d'ordre politique et les manifestations purement revendicatives nées de difficultés économiques réelles. Cette distinction n'est pas toujours aisée, les couches pauvres se laissent parfois abuser par les mots d'ordre démagogiques des apprentis fascistes, le bourrage de crâne étant d'autant plus facile que le mécontentement est effectif.

Il existe cependant un moyen sûr de déceler le caractère de lutte de classe ou le caractère fasciste d'une manifestation et nous sommes ravis de pouvoir fournir au lecteur ce moyen de vérification infaillible : la chambre de feu. En effet Poujade à la Porte de Versailles n'a pas été dérangé le moins du monde dans ses démonstrations tonitruantes du mois dernier alors que le 12 octobre et le 22 décembre 1953 les paysans pauvres du Centre de la France eurent à relever de nombreux blessés (2) pour le seul département du Puy-de-Dôme victimes de la sauvagerie des CRS.

Le gouvernement sait reconnaître quand et d'où vient le danger : à la classe ouvrière de savoir situer ses ennemis et reconnaître où sont ses alliés.

MICHEL DUPUY.